

Article 11

Cet article prévoit la possibilité pour les conseils des études et jurys d'épreuve intégrées de procéder aux délibérations par étudiant et non pas de manière collégiale. En effet, c'est le travail d'évaluation des acquis d'apprentissage par le conseil des études/jury d'épreuve intégrée qui garantit la certification.

Article 12

Cette disposition vise à allonger le délai dans lequel les établissements d'enseignement de promotion sociale doivent organiser la seconde session de l'unité d'enseignement « épreuve intégrée ». Le délai maximum pour organiser ladite seconde session passe de 4 à 6 mois hors vacances de printemps et d'été 2020.

Articles 13 et 14

Les objectifs poursuivis par ces trois dispositions sont les mêmes, respectivement, que pour les articles 11 et 12, les présents articles s'appliquant à l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de type long.

Chapitre 6. – E-learning

Article 15

Cet article vise à permettre d'organiser à distance l'ensemble des activités d'enseignement et les sessions d'examens ou d'épreuves et déroge ainsi à l'article 3 de l'AGCF du 8 mai 2014 fixant les conditions d'organisation d'activités d'enseignement en e-learning par l'enseignement de promotion sociale.

Chapitre 7. – Dispositions finales

Articles 16 et 17

Ces dispositions fixent l'entrée en vigueur et l'exécution du présent arrêté de pouvoirs spéciaux.

**7 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 9
portant diverses dispositions en matière d'enseignement de promotion sociale
dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 12;

Vu le décret du 16 avril 1991 relatif à l'enseignement de promotion sociale, notamment les articles 14, 58 et 68;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, notamment l'article 1^{er}, § 1^{er}, f);

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mai 2014 fixant les conditions d'organisation d'activités d'enseignement en e-learning par l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 2015 portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale, notamment les articles 9, 28 et 30;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 2015 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de type long, notamment les articles 9, 30 et 32;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 avril 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 avril 2020;

Vu l'avis 67.305/2 du Conseil d'Etat, donné le 4 mai 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil général de l'Enseignement de promotion sociale, donné le 27 avril 2020, en application de l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19;

Considérant l'avis n° 2020-05 de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, donné le 29 avril 2020, en application de l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19;

Considérant que la crise sanitaire du COVID-19 nécessite d'adapter les exigences en matière d'évaluation et de sanction des études suite à la suspension des cours et des activités d'apprentissage;

Considérant l'urgence de régler l'organisation pratique de la fin de l'année académique 2019-2020;

Considérant l'urgence motivée par le fait qu'il convient de communiquer au plus vite aux étudiants adultes l'organisation de la fin d'année définie;

Considérant également que les premières mesures relatives à l'organisation des études ont été portées à la connaissance des établissements, vu l'urgence, par une circulaire 7516 entrant en application le 18 mars 2020;

Considérant que les mesures prises ont été prolongées dans une circulaire 7542 en application le 20 avril 2020 et une circulaire 7559 en application le 30 avril 2020;

Considérant que l'arrêté numéroté entrera en vigueur le 18 mars 2020. À cet égard, il respecte les conditions requises par la jurisprudence du Conseil d'Etat et de la Cour constitutionnelle sur la rétroactivité des dispositions réglementaires au vu des circonstances exceptionnelles ayant conduit à son adoption;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Le présent arrêté de pouvoirs spéciaux est applicable aux établissements d'enseignement de promotion sociale tels que visés aux articles premier et 2 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, ci-après "le décret".

Les mesures qui sont énoncées dans le présent arrêté doivent permettre aux établissements d'enseignement de promotion sociale de répondre aux difficultés organisationnelles et matérielles liées à la crise sanitaire du COVID-19.

Les modalités d'organisation de la fin d'année académique 2019-2020 sont communiquées aux étudiants au plus tard pour le 8 mai 2020.

CHAPITRE 2. — *Organisation des études*

Art. 2. Par dérogation à l'article 14, alinéa 3, du décret, les unités d'enseignement, dont la date de début se situe au cours de l'année académique 2019-2020, peuvent durer plus de 365 jours calendrier, pour autant que la date de fin desdites unités survienne le 31 décembre 2020 au plus tard.

Art. 3. En complément à l'article 91/6, alinéa 2, du décret, pour une période s'étendant du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020, et à l'exception de périodes financées sur la base de conventions visées à l'article 114, le total des périodes visées à l'article 91/6, alinéa 1^{er}, peut, de manière cumulée, dépasser le plafond de dix pour cent de la dotation de périodes organique visée à l'article 82, sans toutefois dépasser un maximum de quinze pour cent et pour autant que le dépassement autorisé ait pour finalité de consacrer des moyens supplémentaires aux seules activités visées aux 2^o, 3^o et 4^o, de l'alinéa 1^{er} de cette disposition.

CHAPITRE 3. — *Droits d'inscriptions*

Art. 4. § 1^{er}. En complément à l'article 12, § 3, alinéa 9, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, pour l'année académique 2020-2021, sont également exemptés du droit d'inscription visé à l'article 12, § 3, alinéa 2, 1^o et 2^o, les étudiants considérés comme étudiants réguliers au 13 mars 2020 se réinscrivant, dans des unités d'enseignement auxquelles ils étaient inscrits durant le confinement lié au COVID-19. Cette exemption concerne les étudiants qui n'ont pas présenté les deux sessions prévues, pour l'enseignement secondaire, à l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 2015 portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale et, pour l'enseignement supérieur, à l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 2015 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de type long.

§ 2. Par dérogation à l'article 12, § 4, de la même loi, pour l'année académique 2020-2021, les étudiants sont exemptés du minerval direct ou indirect pouvant être perçu par les établissements d'enseignement de promotion sociale, dans les mêmes conditions que celles énoncées au paragraphe premier du présent article.

CHAPITRE 4. — *Admission aux études*

Art. 5. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 2015 portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale, pour l'année académique 2020-2021, jusqu'au 31 octobre 2020 au plus tard, le Conseil des études admet provisoirement les étudiants dans une unité d'enseignement qui nécessite la réussite d'une ou des unité(s) d'enseignement pré-requis(s) et pour lesquelles il n'a pas encore été possible de procéder à l'évaluation des acquis d'apprentissage.

Lorsque le Conseil des études applique la procédure d'admission exceptionnelle décrite à l'alinéa précédent, la Direction de l'établissement concerné prévoit, pour le 31 décembre 2020 au plus tard, l'organisation d'une évaluation des unités d'enseignement pré-requises, afin de valider ou non l'admission et de pouvoir, le cas échéant, délivrer les attestations de réussite desdites unités d'enseignement aux étudiants maîtrisant les acquis d'apprentissage.

§ 2. Par dérogation à l'article 9, § 2, du même arrêté, le Conseil des études peut procéder à la vérification des conditions d'admissions au-delà du premier dixième de l'unité d'enseignement, jusqu'au 31 octobre 2020 au plus tard.

Art. 6. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 2015 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de type long, pour l'année académique 2020-2021, jusqu'au 31 octobre 2020 au plus tard, le Conseil des études admet provisoirement les étudiants dans une unité d'enseignement qui nécessite la réussite d'une ou des unité(s) d'enseignement pré-requis(s) et pour lesquelles il n'a pas été encore possible de procéder à l'évaluation des acquis d'apprentissage.

Lorsque le Conseil des études applique la procédure d'admission exceptionnelle décrite à l'alinéa précédent, la Direction de l'établissement concerné prévoit, pour le 31 décembre 2020 au plus tard, l'organisation d'une évaluation des unités d'enseignement pré-requises, afin de valider ou non l'admission et de pouvoir, le cas échéant, délivrer les attestations de réussite desdites unités d'enseignement aux étudiants maîtrisant les acquis d'apprentissage.

§ 2. Par dérogation à l'article 9, § 2, du même arrêté, le Conseil des études peut procéder à la vérification des conditions d'admissions au-delà du premier dixième de l'unité d'enseignement, jusqu'au 31 octobre 2020 au plus tard.

CHAPITRE 5. — *Evaluations*

Art. 7. Pour le 8 mai 2020 au plus tard, les modalités relatives aux évaluations prévues avant le 30 juin 2020 sont communiquées aux étudiants par leur établissement.

Les modalités relatives aux évaluations prévues à partir du 30 juin 2020 et jusqu'au 31 décembre 2020 sont communiquées aux étudiants au minimum 14 jours calendrier avant la date d'évaluation.

Ces modalités portent notamment sur :

- 1^o la matière qui fera l'objet de chaque évaluation;
- 2^o la nature générale de l'examen;
- 3^o les caractéristiques de l'examen.

Art. 8. Dans le cadre des évaluations prévues jusqu'au 31 décembre 2020, lorsque l'évaluation est organisée à distance, l'établissement d'enseignement de promotion sociale demande à l'étudiant de lui notifier formellement s'il ne se trouve pas dans les conditions matérielles adéquates lui permettant de la présenter.

Si la communication des modalités d'évaluation a été réalisée avant le 9 mai 2020, cette notification doit être transmise le 14 mai 2020 au plus tard afin que l'établissement lui propose une solution adaptée.

Pour toute communication à partir du 9 mai 2020, cette notification doit être transmise dans les quatre jours ouvrables qui suivent le jour de la communication des modalités relatives à l'évaluation, afin que l'établissement lui propose une solution adaptée.

Art. 9. Par dérogation à l'article 58, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret, une évaluation finale n'est pas requise pour les unités d'enseignement dont la date de début se situe au cours de l'année académique 2019-2020 et ce, jusqu'au 31 décembre 2020 au plus tard.

Art. 10. Par dérogation à l'article 68, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret, une évaluation finale n'est pas requise pour les unités d'enseignement dont la date de début se situe au cours de l'année académique 2019-2020 et ce, jusqu'au 31 décembre 2020 au plus tard.

Art. 11. Par dérogation à l'article 28 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 2015 portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale, jusqu'au 31 décembre 2020, les délibérations peuvent être réalisées par étudiant, pour autant que la certification desdits étudiants soit garantie par l'évaluation des acquis d'apprentissage par le Conseil des études ou du jury d'épreuve intégrée.

Art. 12. Par dérogation à l'article 30, § 2, alinéa 2, du même arrêté, la seconde session des épreuves intégrées, dont la date de début se situe au cours de l'année académique 2019-2020, peut être organisée dans un délai entre un et six mois en excluant les périodes de vacances de printemps et d'été 2020.

Art. 13. Par dérogation à l'article 30 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 2015 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de type long, jusqu'au 31 décembre 2020, les délibérations peuvent être réalisées par étudiant, pour autant que la certification desdits étudiants soit garantie par l'évaluation des acquis d'apprentissage par le Conseil des études ou du jury d'épreuve intégrée.

Art. 14. Par dérogation à l'article 32, § 2, alinéa 2, du même arrêté, la seconde session des épreuves intégrées dont la date de début se situe au cours de l'année académique 2019-2020 peut être organisée dans un délai entre un et six mois en excluant les périodes de vacances de printemps et d'été 2020.

CHAPITRE 6. — *E-learning*

Art. 15. Par dérogation à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mai 2014 fixant les conditions d'organisation d'activités d'enseignement en e-learning par l'enseignement de promotion sociale, jusqu'au 31 décembre 2020, l'ensemble des activités d'enseignement et les sessions d'examens ou d'épreuves peuvent être organisées à distance.

CHAPITRE 7. — *Dispositions finales*

Art. 16. Le présent arrêté produit ses effets le 18 mars 2020.

Art. 17. La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 mai 2020.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale,
des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse,
des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/30863]

7 MEI 2020. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 9 houdende diverse bepalingen inzake onderwijs voor sociale promotie in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 12;

Gelet op het decreet van 16 april 1991 betreffende het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op de artikelen 14, 58 en 68;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Regering in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis, inzonderheid op artikel 1, § 1, f);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 2014 tot vaststelling van de voorwaarden voor de organisatie van e-learning-onderwijsactiviteiten door het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 2015 houdende algemene regeling van de studies in het secundair onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op de artikelen 9, 28 en 30;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 2015 houdende algemene regeling van de studies in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en het lange type, inzonderheid op de artikelen 9, 30 en 32;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 23 april 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 24 april 2020;

Gelet op het advies 67.305/2 van de Raad van State, uitgebracht op 4 mei 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de *Conseil général de l'Enseignement de promotion sociale*, gegeven op 27 april 2020, met toepassing van artikel 3, eerste lid, van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Regering in het kader van de gezondheids crisis van het COVID-19;

Gelet op het advies nr. 2020-05 van ARES, uitgebracht op 29 april 2020, met toepassing van artikel 3, eerste lid, van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Regering in het kader van de gezondheids crisis van het COVID-19;

Gelet op het feit dat de gezondheids crisis van het COVID-19 vereist dat de eisen voor evaluatie en bekrachtiging van studies worden aangepast na de opschorting van cursussen en leeractiviteiten;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om de praktische organisatie van het einde van het academiejaar 2019-2020 te regelen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om zo snel mogelijk de volwassen studenten in te lichten over de vastgestelde organisatie van het einde van het jaar;

Gelet, verder, op het feit dat de eerste maatregelen met betrekking tot de organisatie van studies onder de aandacht van de instellingen zijn gebracht, aangezien de dringende noodzakelijkheid, door middel van een omzendbrief 7516 die op 18 maart 2020 van toepassing wordt;

Overwegende dat de genomen maatregelen zijn verlengd in de omzendbrief 7542 van 20 april 2020 en in de omzendbrief 7559 van 30 april 2020;

Overwegende dat het genummerde besluit op 18 maart 2020 in werking treedt. In dit opzicht voldoet het aan de voorwaarden die worden gesteld in de rechtspraak van de Raad van State en het Grondwettelijk Hof over de terugwerkende kracht van regelgevende bepalingen in het licht van de uitzonderlijke omstandigheden die tot de aanneming ervan hebben geleid;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Sociale Promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Dit besluit van bijzondere machten is van toepassing op de onderwijsinstellingen voor sociale promotie zoals bedoeld in de artikelen 1 en 2 van het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, hierna "het decreet" genoemd.

De maatregelen in dit besluit moeten onderwijsinstellingen voor sociale promotie in staat stellen om te reageren op de organisatorische en materiële problemen in verband met de gezondheids crisis van het COVID-19.

De organisatorische regelingen voor het einde van het academiejaar 2019-2020 zullen uiterlijk op 8 mei 2020 aan de studenten worden meegedeeld.

HOOFDSTUK 2. — *Organisatie van studies*

Art. 2. In afwijking van artikel 14, derde lid, van het decreet kunnen onderwijseenheden met een aanvangsdatum in het academiejaar 2019-2020 meer dan 365 kalenderdagen duren, mits de einddatum van de genoemde eenheden uiterlijk op 31 december 2020 valt.

Art. 3. Naast het tweede lid van artikel 91/6 van het decreet kan, voor een periode die loopt van 1 januari 2020 tot en met 31 december 2020, en met uitzondering van de lestijden die worden gefinancierd op basis van de overeenkomsten bedoeld in artikel 114, het totaal van de lestijden bedoeld in het eerste lid van artikel 91/6, cumulatief berekend, het maximum van tien procent van de in artikel 82 bedoelde dotatie aan organieke lestijden overschrijden, zonder een maximum van vijftien procent te overschrijden, en op voorwaarde dat het toegestane overschot bedoeld is om extra middelen uitsluitend te besteden aan de in de punten 2°, 3° en 4° van het eerste lid van die bepaling bedoelde activiteiten.

HOOFDSTUK 3. — *Inschrijvingsgeld*

Art. 4. § 1. Naast artikel 12, § 3, negende lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zijn studenten die op 13 maart 2020 als regelmatig student worden beschouwd, voor het academiejaar 2020-2021 ook vrijgesteld van het inschrijvingsgeld bedoeld in artikel 12, § 3, tweede lid, 1° en 2°, bij de herinschrijving in de onderwijseenheden waarin zij tijdens de opsluiting in verband met COVID-19 waren ingeschreven. Deze vrijstelling heeft betrekking op studenten die niet de twee zittingen hebben afgelegd die voor het secundair onderwijs zijn voorzien in artikel 16 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 2015 houdende algemene regeling van de studies in het secundair onderwijs voor sociale promotie, in artikel 18 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 2015 houdende algemene regeling van de studies in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en het lange type.

§ 2. In afwijking van artikel 12, § 4, van dezelfde wet, worden studenten voor het academiejaar 2020-2021, vrijgesteld van het rechtstreekse of onrechtstreekse inschrijvingsgeld dat door de onderwijsinstellingen voor sociale promotie kan worden geïnd, onder dezelfde voorwaarden als die welke in de eerste paragraaf van dit artikel zijn vastgesteld.

HOOFDSTUK 4. — *Toelating tot studies*

Art. 5. § 1. In afwijking van artikel 9, § 1, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 2015 houdende algemene regeling van de studies in het secundair onderwijs voor sociale promotie, laat de Studieraad, voor het academiejaar 2020-2021, tot uiterlijk 31 oktober 2020, de studenten voorlopig toe tot een onderwijseenheid die de succesvolle voltooiing van een of meer voorafgaande onderwijseenheden vereist en waarvoor de evaluatie van de leerresultaten nog niet kon worden uitgevoerd.

Wanneer de Studieraad de in het vorige lid beschreven uitzonderlijke toelatingsprocedure toepast, voorziet de Directie van de betrokken instelling uiterlijk op 31 december 2020 in de organisatie van een evaluatie van de vereiste onderwijseenheden om de toelating al dan niet te valideren en om zo nodig slaagattesten voor de genoemde onderwijseenheden te kunnen uitreiken aan de studenten die de leerresultaten beheersen.

§ 2 In afwijking van artikel 9, § 2, van hetzelfde besluit, kan de Studieraad tot uiterlijk 31 oktober 2020 overgaan tot het nazicht van de toelatingsvoorwaarden na het eerste tental van de onderwijseenheid.

Art. 6. § 1. In afwijking van artikel 9, § 1, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 2015 houdende algemene regeling van de studies in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en het lange type, voor het academiejaar 2020-2021, tot uiterlijk 31 oktober 2020, laat de Studieraad studenten voorlopig toe tot een opleidingseenheid waarvoor het succesvol slagen voor één of meer op voorhand bepaalde onderwijseenheid(-heden) vereist is en waarvoor de evaluatie van de leerresultaten nog niet mogelijk is.

Wanneer de Studieraad de in het vorige lid beschreven uitzonderlijke toelatingsprocedure toepast, voorziet de Directie van de betrokken instelling uiterlijk op 31 december 2020 in de organisatie van een evaluatie van de vereiste onderwijseenheden om de toelating al dan niet te valideren en om zo nodig slaagattesten voor de genoemde onderwijseenheden te kunnen uitreiken aan de studenten die de leerresultaten beheersen.

§ 2 In afwijking van artikel 9, § 2, van hetzelfde besluit, kan de Studieraad tot uiterlijk 31 oktober 2020 overgaan tot het nazicht van de toelatingsvoorwaarden na het eerste tental van de onderwijseenheid.

HOOFDSTUK 5. — *Evaluaties*

Art. 7. Uiterlijk op 8 mei 2020 worden de nadere regels voor de vóór 30 juni 2020 geplande evaluaties door hun instelling aan de studenten meegedeeld.

De nadere regels van de geplande evaluaties van 30 juni 2020 tot en met 31 december 2020 worden ten minste 14 kalenderdagen voor de evaluatiedatum aan de studenten meegedeeld.

Deze regels hebben inzonderheid betrekking op :

1° het te beoordelen onderwerp;

2° de algemene aard van het examen;

3° de kenmerken van het examen.

Art. 8. In het kader van de tot 31 december 2020 geplande evaluaties, wanneer de evaluatie op afstand wordt georganiseerd, vraagt de onderwijsinstelling voor sociale promotie aan de student om formeel kennis te geven als hij niet in de adequate materiële omstandigheden verkeert om deze af te kunnen leggen.

Indien de mededeling van de beoordelingsmodaliteiten vóór 9 mei 2020 is gebeurd, moet deze kennisgeving uiterlijk op 14 mei 2020 worden overgezonden, zodat de instelling een passende oplossing kan voorstellen.

Voor elke mededeling vanaf 9 mei 2020 moet deze kennisgeving binnen vier werkdagen na de dag waarop de nadere regels van de beoordeling worden meegedeeld, worden verzonden, zodat de instelling een passende oplossing kan voorstellen.

Art. 9. In afwijking van artikel 58, eerste lid, 2°, van het decreet is een eindevaluatie niet vereist voor onderwijsseenheden waarvan de begindatum in het academiejaar 2019-2020 ligt en dit tot uiterlijk 31 december 2020.

Art. 10. In afwijking van artikel 68, eerste lid, 2°, van het decreet is een eindevaluatie niet vereist voor onderwijsseenheden waarvan de startdatum in het academiejaar 2019-2020 ligt en dit uiterlijk tot 31 december 2020.

Art. 11. In afwijking van artikel 28 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 2015 houdende algemene regeling van de studies in het secundair onderwijs voor sociale promotie, kan tot 31 december 2020 per student worden beraadslaagd, op voorwaarde dat de certificatie van de genoemde studenten wordt gewaarborgd door de evaluatie van de leerresultaten door de Studieraad of de geïntegreerde proefexamencommissie.

Art. 12. In afwijking van artikel 30, § 2, tweede lid van hetzelfde besluit kan de tweede zitting van de geïntegreerde proeven, waarvan de begindatum in het academiejaar 2019-2020 ligt, worden georganiseerd binnen een periode van één tot zes maanden, met uitzondering van de lente- en zomervakantieperiodes 2020.

Art. 13. In afwijking van artikel 30 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 2015 houdende algemene regeling van de studies in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en het lange type, kan tot 31 december 2020 per student worden beraadslaagd, op voorwaarde dat de certificatie van de genoemde studenten wordt gewaarborgd door de evaluatie van de leerresultaten door de Studieraad of de geïntegreerde proefexamencommissie.

Art. 14. In afwijking van artikel 32, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit, kan de tweede zitting van de geïntegreerde proeven, waarvan de begindatum in het academiejaar 2019-2020 ligt, worden georganiseerd binnen een periode van één tot zes maanden, met uitzondering van de lente- en zomervakantieperiodes 2020.

HOOFDSTUK 6. — *E-learning*

Art. 15. In afwijking van artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 2014 tot vaststelling van de voorwaarden voor de organisatie van onderwijsactiviteiten via e-learning door het onderwijs voor sociale promotie, kunnen, tot 31 december 2020, alle onderwijsactiviteiten en examen- of proefzittingen op afstand worden georganiseerd.

HOOFDSTUK 7. — *Slotbepalingen*

Art. 16. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 18 maart 2020.

Art. 17. De Minister van Onderwijs voor sociale promotie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 mei 2020.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie,
Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd,
Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY